

Page d'accueil

AVIS CC-001/94
du 14 septembre 1994

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

1. Demande d'avis
2. Conditions de mise en œuvre de l'article 68
3. Avis défavorable.

Lorsque le président de la République, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 68 alinéa 1^{er}, consulte la Cour constitutionnelle, celle-ci se réunit immédiatement et émet un avis motivé, publié au Journal officiel, sur la réunion des conditions exigées par ledit article, conformément aux dispositions des articles 75 et 76 de la Loi organique n° 91-009 du 04 mars 1991.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par lettre n° 213-C/PR/CAB du 13 septembre 1994 enregistrée au Secrétariat de la Cour constitutionnelle à la même date sous le n° 052, par laquelle le président de la République demande à la Cour constitutionnelle de lui communiquer sans délai son avis motivé sur la mise en œuvre des dispositions de l'article 68 de la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU l'article 68 de la Constitution;

VU les articles 75 et 76 de la Loi organique n°91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour constitutionnelle;

VU les articles 49 et 50 du Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Après en avoir délibéré,

Considérant que dans sa lettre précitée, le président de la République informe la Cour qu'il "envisage de mettre à nouveau en œuvre les dispositions de l'article 68 de la Constitution du 11 décembre 1990";

Considérant que cet article dispose : "*Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité du territoire national ou l'exécution des engagements internationaux sont menacées de manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et constitutionnels est menacé ou interrompu, le président de la République, après consultation du président de l'Assemblée nationale et du président de la Cour constitutionnelle, prend en Conseil des ministres les mesures exceptionnelles exigées par les circonstances sans que les droits des citoyens garantis par la Constitution soient suspendus...*";

Considérant que, dans une procédure antérieure relative au même domaine, le président de la République avait invoqué le fait que l'exécution des engagements internationaux était menacée de manière grave et immédiate; que, bien que sa lettre du 13 septembre 1994 ne soit pas explicite au sujet de cette première condition, il y a lieu de déduire que la présente demande d'avis repose sur le même motif;

Considérant que l'article 68 exige, en outre, que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et constitutionnels soit menacé ou interrompu; qu'en conséquence ces deux conditions sont cumulatives;

Considérant que, conformément aux articles 75 et 76 de la Loi organique n° 91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour constitutionnelle, lorsque celle-ci est consultée par le président de la République dans le cadre de l'article 68 alinéa 1^{er} de la Constitution, elle se réunit immédiatement, émet un avis sur la réunion des conditions exigées par ledit article; que cet avis est motivé et publié au *Journal officiel*;

Considérant que la Loi de Finances votée le 28 juillet 1994 **n'étant toujours pas promulguée** pour devenir exécutoire, celle-ci ne saurait constituer une menace grave et immédiate pour l'exécution des engagements internationaux;

Considérant que dans la situation actuelle, il n'apparaît pas qu'il y ait menace pour l'exécution des engagements internationaux, ni pour le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et constitutionnels;

EST D'AVIS:

Que ne sont pas réunies les conditions exigées par la Constitution pour l'application de son article 68.

Le présent avis sera notifié au président de la République et publié au *Journal officiel*.

Ont siégé à Cotonou, les treize et quatorze septembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze,

Madame

Elisabeth K. POGNON
Bruno O. AHONLONSOU
Pierre E. EHOUMI
Alfred ELEGBE
Maurice GLELE AHANHANZO

Président
Membre
Membre
Membre
Membre

Le Président,
Elisabeth K. POGNON